



Conseil d'administration

350^e session, Genève, 4-14 mars 2024

Section institutionnelle

INS

Date: 7 février 2024

Original: anglais

Dix-septième question à l'ordre du jour

Rapport du Directeur général

Rapport périodique

Objet du document

Le présent document contient un résumé des informations que le Directeur général souhaite communiquer au Conseil d'administration au sujet de la composition de l'Organisation, de la suite donnée à la décision prise par le Conseil d'administration de demander l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, de l'évolution de la législation internationale du travail et de l'administration interne, ainsi que des publications et documents, comme il est indiqué dans la table des matières (voir le projet de décision au paragraphe 20).

Objectif stratégique pertinent: Sans objet.

Principal résultat: Résultat facilitateur B: Gouvernance efficace et efficiente de l'Organisation.

Incidences sur le plan des politiques: Aucune.

Incidences juridiques: Aucune.

Incidences financières: Aucune.

Suivi nécessaire: Aucun.

Unité auteur: Département des relations, des réunions et des documents officiels (RELMEETINGS).

Documents connexes: Aucun.

► Table des matières

	Page
I. Composition de l'Organisation.....	5
II. Suite donnée à la décision prise par le Conseil d'administration de demander l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice	5
III. Progrès de la législation internationale du travail	5
IV. Administration interne	7
V. Publications et documents.....	13
Projet de décision.....	17

► I. Composition de l'Organisation

1. La composition de l'Organisation n'a pas changé durant la période à l'examen.

► II. Suite donnée à la décision prise par le Conseil d'administration de demander l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice

2. Le 13 novembre 2023, le Bureau a transmis à la Cour internationale de Justice une [demande](#) d'avis consultatif au sujet de l'interprétation de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, concernant le droit de grève, conformément à la résolution adoptée le 10 novembre 2023 par le Conseil d'administration à sa 349^e *bis* session (spéciale).
3. Le 16 novembre 2023, la Cour a rendu une [ordonnance](#) dans laquelle elle a décidé que l'Organisation internationale du Travail (OIT), les États parties à la convention n° 87 et les six organisations dotées par le Conseil d'administration du statut consultatif général auprès de l'OIT étaient jugés susceptibles de fournir des renseignements sur la question soumise à la Cour pour avis consultatif, et fixé les dates d'expiration des délais dans lesquels les États et les organisations pourraient présenter des exposés écrits et des observations écrites sur les exposés écrits.
4. Le 14 décembre 2023, le Bureau a transmis au Greffe de la Cour un dossier – tel que prescrit au paragraphe 2 de l'article 65 du Statut de la Cour – accompagné d'une note introductive et contenant tous les documents susceptibles d'aider la Cour à élucider la question. Le 15 décembre 2023, le Greffe a accusé réception du dossier et de la note introductive transmis par le Bureau et les a publiés sur une [page dédiée du site Web de la Cour](#). Les États parties à la convention n° 87 et les six organisations d'employeurs et de travailleurs dotées du statut consultatif général auprès de l'OIT ont été rapidement informés de ces faits nouveaux par des lettres circulaires en date des 14 et 20 décembre 2023.
5. Le Bureau a créé sur le site Web public de l'OIT une [page](#) sur laquelle il rend compte de l'évolution de la procédure consultative et publie des informations à ce sujet.

► III. Progrès de la législation internationale du travail

Ratifications de conventions

6. Depuis les informations soumises à la 349^e session du Conseil d'administration, le Directeur général a enregistré jusqu'au 9 janvier 2024, les **17** ratifications suivantes des conventions internationales du travail, la ratification par un État Membre du Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, ainsi que la notification par trois États Membres de l'acceptation des amendements à la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006).

États Membres	Date de ratification	Date d'acceptation	Instruments
Brésil		15 août 2023	Amendements de 2018 au code de la convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006)
Congo	26 octobre 2023		- Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949 - Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969 - Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975 - Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978 - Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981 - Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 - Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982
Italie	12 octobre 2023		- Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 - Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006 - Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
Macédoine du Nord	20 octobre 2023		- Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985 - Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
Norvège	6 octobre 2023		Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
Papouasie-Nouvelle-Guinée	27 septembre 2023		- Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997 - Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 - Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
Portugal		18 octobre 2023	Amendements de 2016 au code de la convention du travail maritime, 2006, (MLC, 2006)
Rwanda	1 ^{er} novembre 2023		Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
Tunisie		9 octobre 2023	Amendements de 2016 au code de la convention du travail maritime, 2006, (MLC, 2006)
Ukraine	6 décembre 2023		Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990

Notification

- Le Directeur général a enregistré le 17 octobre 2023 une notification de la France, conformément à l'article XV, paragraphe 8 a), de la convention du travail maritime, 2006, telle que modifiée (MLC, 2006), selon laquelle les amendements 2022 au code relatif aux règles 1.4, 3.2, 4.1 et 4.3 (norme A4.3 et directive B4.3.5) n'entreront en vigueur pour la France qu'après notification ultérieure de leur acceptation.

Ratifications de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du travail, 1986

8. Depuis la préparation du document présenté à la 349^e session (octobre-novembre 2023) du Conseil d'administration, le Directeur général a reçu la ratification suivante de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1986:

Azerbaïdjan	Ratification	29 décembre 2023
-------------	--------------	------------------

9. Le nombre total des ratifications et acceptations est donc désormais de **126**, dont deux émanent d'États ayant l'importance industrielle la plus considérable. Par conséquent, trois ratifications supplémentaires, provenant uniquement d'États ayant l'importance industrielle la plus considérable, sont nécessaires pour que l'instrument entre en vigueur ¹.

► IV. Administration interne

10. L'article 4.2 d) du Statut du personnel dispose ce qui suit:

Les emplois vacants dans la catégorie des directeurs et des administrateurs principaux sont pourvus par le Directeur général par voie de transfert sans changement de grade, de promotion ou de nomination. Sauf dans le cas où elles visent les emplois vacants dans les projets de coopération technique, ces promotions ou ces nominations sont portées à la connaissance du Conseil d'administration, avec un exposé succinct des aptitudes des personnes ainsi promues ou nommées.

11. Les nominations ci-dessous sont ainsi portées à la connaissance du Conseil d'administration:

M. Luca BORMIOLI (Italie)

Nommé directeur du Département des relations, des réunions et des documents officiels (RELMEETINGS) et promu au grade D.2 à compter du 1^{er} janvier 2024. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2011.

M^{me} Diana María CHÁVEZ VARELA (Mexique)

Nommée cheffe du Service des relations avec les Nations Unies et la société civile (PARTNERSHIPS) au grade D.1 à compter du 5 janvier 2024.

M^{me} Chávez a une vaste expérience des programmes multipartites au service de l'emploi durable et du travail décent. Ses fonctions de direction l'ont notamment amenée à collaborer avec de hauts responsables gouvernementaux, des organisations intergouvernementales et des organisations de travailleurs et d'employeurs, dans le cadre de partenariats stratégiques multilatéraux de coopération pour le développement.

En plus d'avoir été vice-présidente du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et présidente de son Comité des finances, M^{me} Chávez a aussi été directrice du Centre régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Pacte mondial

¹ Conformément aux dispositions de l'article 36 de la Constitution de l'OIT, les amendements à la Constitution de l'OIT entrent en vigueur lorsqu'ils ont été ratifiés ou acceptés par les deux tiers des États Membres, dont au moins 5 des 10 Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable. L'Organisation comptant actuellement **187** États Membres, l'Instrument d'amendement de 1986 doit être ratifié ou accepté par **125** d'entre eux, dont au moins 5 figurant parmi les États Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable.

des Nations Unies. Son parcours dans le secteur public l'a conduite à diriger des projets visant à attirer des investissements étrangers vers des économies en développement. Elle est la première femme à avoir présidé le Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme.

Au cours de sa carrière, M^{me} Chávez a travaillé dans des domaines variés tels que les processus multilatéraux, la durabilité, les fusions d'entreprises internationales, la diplomatie et les relations extérieures. Après un diplôme de premier cycle en littérature de langue anglaise, M^{me} Chávez a poursuivi des études dans les domaines de la sécurité nationale et des négociations. Elle possède également un master en relations internationales et un autre en gestion des affaires.

M^{me} Gladys Cisneros (États-Unis d'Amérique)

Nommée cheffe du Service des migrations de main-d'œuvre (MIGRANT) au grade D.1 à compter du 6 janvier 2024.

Née en 1982, M^{me} Cisneros possède un master en études latino-américaines de l'Université de Georgetown (Washington, DC).

Engagée de longue date en faveur des droits des travailleurs, M^{me} Cisneros était jusqu'à récemment directrice et conseillère spéciale aux questions internationales du travail de l'équipe de la Maison blanche chargée de la politique étrangère. Sa mission consistait à coordonner les politiques relatives au travail et à conduire l'élaboration de la toute première stratégie globale de défense des droits des travailleurs à l'échelle mondiale du gouvernement des États-Unis. M^{me} Cisneros était également responsable des politiques relatives aux affaires économiques pour l'hémisphère ouest. Elle a assisté la vice-présidente, Kamala Harris, dans son action pour traiter les causes profondes des migrations dans la partie nord de l'Amérique centrale, l'accent étant mis sur la création de véritables débouchés économiques dans la sous-région. Avant de s'engager dans la fonction publique, M^{me} Cisneros a travaillé au Solidarity Center de la Fédération américaine du travail et au Congrès des organisations industrielles (AFL-CIO), où elle a exercé les fonctions de directrice du bureau pour le Mexique et de directrice régionale pour les Amériques. Dans ce cadre, elle a supervisé les programmes de renforcement des capacités destinés aux syndicats et mené une action de sensibilisation aux politiques relatives au travail et au commerce.

M^{me} Audrey ESPOSITO (France)

Nommée directrice adjointe du Département des relations, des réunions et des documents officiels (RELMEETINGS) et cheffe du Service des documents officiels (OFFDOC) et promue au grade D.1 à compter du 1^{er} avril 2024.

Née en 1975, M^{me} Esposito est diplômée de la Section des relations internationales de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence (France) et titulaire d'une maîtrise en relations internationales de l'Université Laval à Québec (Canada).

M^{me} Esposito a débuté sa carrière en 2000 au Bureau des relations externes et des partenariats du BIT. À partir de 2004, elle a également travaillé pour le Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique, d'abord en tant qu'administratrice de programmes puis en tant qu'analyste principale spécialisée dans le suivi de la mise en œuvre des programmes. En 2013, elle est devenue administratrice principale auprès du Directeur général adjoint pour les programmes extérieurs et les partenariats et a à ce titre supervisé la coordination au sein du Bureau et les relations avec les bureaux extérieurs concernant les programmes, les ressources financières et les ressources humaines. M^{me} Esposito a rejoint le Cabinet du Directeur général en 2015

pour y exercer la fonction de conseillère, chargée principalement de l'Europe et de l'Asie centrale. Toujours au Cabinet du Directeur général, elle est, depuis 2022, conseillère responsable des services de gestion interne, des relations avec les organismes des Nations Unies et de la communication.

M^{me} Esposito possède une vaste expérience, au siège comme sur le terrain, de la planification et de la mise en œuvre des stratégies et des programmes ainsi que de la coordination et du fonctionnement du Bureau.

M. Faouzi Gsouma (Tunisie)

Nommé conseiller principal au Cabinet du Directeur général (CABINET) au grade D.1, à compter du 5 février 2024.

Né en 1973, M. Gsouma est titulaire un doctorat d'économie de l'Université de Toulon (France). Il a également un master en relations internationales de l'Université Jean Moulin Lyon 3 ainsi qu'un autre en commerce et finance internationale de l'Université de Sousse (Tunisie).

Avant de rejoindre le Cabinet du Directeur général, M. Gsouma a été pendant dix-sept ans ministre-conseiller au sein de la Délégation permanente de l'Union africaine auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, où il a acquis une expérience solide dans les domaines de l'économie, du commerce international et de la diplomatie. Il a dirigé plusieurs initiatives qui ont contribué à accroître la visibilité de l'Union africaine à Genève.

Dans le cadre de ces fonctions, M. Gsouma couvrait les activités de plusieurs institutions internationales spécialisées dans l'économie et les échanges commerciaux, telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Centre du commerce international (ITC) et l'OIT, ainsi que celles de nombreuses autres organisations multilatérales ayant leur siège en Europe, comme l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Il a ainsi acquis un large éventail de compétences et une vaste expérience s'agissant de conseiller les pays en développement au sujet de questions multilatérales ou bilatérales complexes.

Par ailleurs, M. Gsouma a également été économiste principal dans la fonction publique tunisienne, puis chef de service à l'Institut tunisien de la compétitivité et des études quantitatives (ITCEQ) (ministère du Développement et de la Coopération internationale).

Avant de s'engager dans la fonction publique tunisienne, M. Gsouma a été professeur d'économie dans plusieurs universités de Tunisie. Il parle couramment l'arabe, le français et l'anglais.

M. Frank HAGEMANN (Allemagne)

Nommé directeur du Département des politiques sectorielles (SECTOR) au grade D.2 à compter du 1^{er} janvier 2024. Sa promotion au grade D.2 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2012.

M. Frédéric LAPEYRE (France)

Nommé directeur du programme d'action prioritaire Transition de l'économie informelle vers l'économie formelle (AP/FORMALIZATION) et promu au grade D.1 à compter du 15 décembre 2023.

Né en 1967, M. Lapeyre est franco-belge. Il est titulaire d'un doctorat en études du développement de l'Université catholique de Louvain, d'un master en étude comparative du développement de l'École des hautes études en sciences sociales à Paris et d'un master européen en emploi, sciences et technologies de l'Université d'Oslo et de l'Université catholique de Louvain. Il a été professeur à l'Université catholique de Louvain, président de l'École doctorale thématique en études du développement (Belgique), professeur associé à l'Institut de hautes études internationales et du développement (Genève) et titulaire d'une bourse Fulbright de recherches postdoctorales à l'Institut Watson d'études internationales de l'Université Brown.

M. Lapeyre a rejoint le Département des politiques de l'emploi du BIT en 2008 en tant que spécialiste principal de l'emploi et de l'économie informelle. Il a dirigé l'Unité de l'économie informelle et coordonné la préparation de la discussion de la recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015, tenue par la Conférence internationale du Travail en 2014 et 2015. Après l'adoption de la recommandation, il a activement participé aux activités menées par le Bureau pour renforcer les capacités des mandants de l'OIT à appliquer les recommandations de politique générale formulées dans l'instrument.

En septembre 2020, M. Lapeyre est devenu directeur du Bureau de pays de l'OIT pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Togo, où il était également chargé de coordonner les activités menées par l'Organisation en Afrique dans le domaine de la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle. M. Lapeyre est l'auteur de nombreux articles et ouvrages universitaires sur les questions liées au développement et à l'emploi.

M^{me} Michiko Miyamoto (Japon)

Nommée directrice de l'Équipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour l'Asie du Sud et bureau de pays de l'OIT pour l'Inde (ETD/BP-New Delhi) et promue au grade D.1 à compter du 15 novembre 2023.

Née en 1965, M^{me} Miyamoto a mis sa longue carrière au BIT au service de la promotion du travail décent. Elle possède un master en affaires publiques et internationales de l'Université de Pittsburg, en Pennsylvanie (États-Unis).

M^{me} Miyamoto a rejoint le BIT en 1991 en tant que spécialiste du développement des petites et moyennes entreprises du Département des entreprises, au siège. Depuis, elle a occupé divers postes, notamment d'experte technique et de spécialiste de la programmation et de la coordination, ainsi que des fonctions d'encadrement. Elle a ainsi travaillé au Cabinet du Directeur exécutif du Secteur de l'emploi, au siège, où elle apportait un appui à la gestion; au Bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique, où elle était chargée du développement des petites et moyennes entreprises; et au Bureau de pays de l'OIT pour l'Indonésie et le Timor-Leste, dont elle a été directrice adjointe, puis directrice. Elle a également fait partie du secrétariat du Conseil d'administration et de commissions techniques de la Conférence internationale du Travail.

En trente années de service continu au Bureau, M^{me} Miyamoto a acquis une réputation solide auprès des mandants de l'OIT et mené à bien plusieurs programmes par pays de promotion du travail décent. Elle a également établi d'excellentes relations de collaboration avec les autres organismes des Nations Unies dans le cadre de la réforme du système et à cette occasion coopéré étroitement avec les partenaires sociaux afin de favoriser leur plus large participation aux activités du système.

M^{me} Elena Montobbio de Balanzo (Espagne)

Nommée directrice du Centre interaméricain pour le développement des connaissances en formation professionnelle (CINTERFOR) au grade D.1 à compter du 1^{er} janvier 2024. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2021.

M^{me} Roopa NAIR (Canada)

Nommée cheffe du Service de l'amélioration des conditions de travail (BETTERWORK) et promue au grade D.1 à compter du 1^{er} novembre 2023.

Née en 1970, M^{me} Nair est titulaire d'une licence et d'un master de l'Université McGill (Canada) ainsi que d'un doctorat de l'Université de Cambridge (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Ses travaux de recherche ont porté sur les questions de genre et le développement.

M^{me} Nair a rejoint le Service de l'amélioration des conditions de travail du BIT en 2014 en tant que chef des partenariats et de la communication, puis est devenue fonctionnaire responsable du service en mars 2023. Au cours de sa carrière professionnelle, qui a débuté il y a plus de vingt-trois ans, elle a travaillé pour le secteur privé et des organismes à but non lucratif en Asie, en Europe et en Amérique du Nord, dans différentes chaînes d'approvisionnement telles que celles de l'habillement et de la chaussure. Elle a été responsable adjointe mondiale de la responsabilité sociale des entreprises au sein du groupe PVH Corp, directrice de l'application et du suivi des codes à la Fair Labor Association et chargée de la responsabilité sociale des entreprises pour l'Asie du Sud à Nike Inc. M^{me} Nair a un large éventail de compétences et une vaste expérience dans les domaines des chaînes d'approvisionnement, des normes du travail et de la conduite responsable des entreprises.

M. Mikhail POUCHKIN (Norvège)

Nommé directeur de l'Équipe d'appui technique au travail décent et bureau de pays de l'OIT pour l'Europe orientale et l'Asie centrale (ETD/BP-Moscou) et promu au grade D.1, à compter du 1^{er} février 2024.

Né en 1965, M. Pouchkin est titulaire d'un master en philosophie et en sciences politiques de l'Université d'État de Moscou. Il a rejoint l'ETD/BP-Moscou en 2014 en tant que conseiller technique principal. Il est devenu spécialiste principal de l'emploi en 2017, puis directeur adjoint en 2020. Il est fonctionnaire responsable du bureau depuis le 1^{er} juillet 2023.

En 2001, M. Pouchkin a intégré l'Administration norvégienne du travail et de la protection sociale en tant que directeur de projets, puis a été promu conseiller principal à la Direction norvégienne du travail et de la protection sociale en 2010. Il était chargé principalement de la coopération internationale dans le domaine du marché du travail, des migrations de main-d'œuvre et des politiques de l'emploi. Avant d'occuper ces différents postes, entre 1992 et 1994, M. Pouchkin a été professeur de philosophie à l'Université norvégienne de sciences et de technologie et a exercé diverses fonctions dans la fonction publique norvégienne jusqu'en 2001. Il parle couramment l'anglais, le norvégien et le russe.

M. Ritash Kumar SARNA (Inde)

Nommé directeur adjoint du Département de la statistique et promu au grade D.1 à compter du 1^{er} novembre 2023.

Né en 1974, M. Sarna est titulaire d'un master en économie politique du développement de l'École des études orientales et africaines de l'Université de Londres (Royaume-Uni), et d'un master en gestion des affaires de l'Université d'Anvers (Belgique).

M. Sarna a une vision d'ensemble des processus de programmation et de gestion de l'Organisation, ainsi qu'une compréhension approfondie de ses divers travaux de recherche et programmes techniques. Son parcours professionnel l'a amené à Tokyo, dans le cadre d'une bourse de recherche à l'Institut japonais pour la politique du travail et la formation (2005), et à Yangon, où il a effectué un contrat de courte durée au Bureau de liaison de l'OIT au Myanmar en tant qu'administrateur principal chargé des programmes (2013).

Depuis son entrée au BIT il y a vingt-six ans, M. Sarna a occupé divers postes. En 1997, il a d'abord été consultant pour le Département de la programmation et de la gestion stratégiques. Puis, en 2000, il est devenu spécialiste de la recherche et de l'information à l'Institut international d'études sociales. Il a réintégré le Département de la programmation et de la gestion stratégiques en 2006 en tant qu'analyste de programmes. En 2011, il a été détaché pendant un an au Département de la création d'emplois et du développement de l'entreprise, où il a exercé les fonctions de spécialiste des entreprises. Il était depuis 2014 chef de l'Unité d'appui à la gestion du Département de la statistique.

M. Kouamé Yao (Côte d'Ivoire)

Nommé directeur de l'Équipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour l'Afrique centrale et bureau de pays de l'OIT pour le Cameroun, la Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe (ETD/BP-Yaoundé) et promu au grade D.1 à compter du 15 novembre 2023.

Né en novembre 1961, M. Yao possède un diplôme d'ingénierie civile de l'École nationale supérieure des travaux publics (Yamoussoukro, Côte d'Ivoire), un master en gestion de projets de l'Université du Québec à Montréal (Canada) et un diplôme de troisième cycle en gestion et finance urbaines de l'Institut d'études sur le logement et le développement urbain (Rotterdam, Pays-Bas).

M. Yao a rejoint le Département des politiques de l'emploi du BIT en octobre 2003. Il a ensuite été spécialiste principal des investissements à forte intensité d'emplois au sein de l'Équipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour l'Afrique centrale, à Yaoundé (Cameroun), de 2003 à 2008, puis au sein de l'Équipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour l'Afrique occidentale, à Dakar (Sénégal), de 2008 à 2019. Il a intégré le Département des politiques de l'emploi au siège, à Genève, en avril 2019. Tout au long de sa carrière au BIT, M. Yao a fourni un appui technique et des supports de formation aux mandants de l'Organisation. Il a élaboré des guides et des outils relatifs à la création d'emplois par les investissements publics et à la promotion de l'Agenda du travail décent dans le secteur de la construction.

Avant de rejoindre le BIT, M. Yao a contribué au processus de décentralisation en Côte d'Ivoire. Il a été coordonnateur national des activités de renforcement des capacités des collectivités locales et conseiller technique auprès du Directeur général du Bureau national d'études techniques et de développement (BNETD), à Abidjan, où il a dirigé le département chargé de mettre en œuvre les programmes d'infrastructures municipales soutenus par la Banque mondiale. M. Yao a été chargé de recherches techniques au Centre de recherche en architecture et urbanisme (CRAU) de l'Université d'Abidjan. Il a également enseigné l'évaluation et la gestion de projets dans plusieurs écoles internationales de gestion.

► V. Publications et documents

12. Les rapports et les documents concernant les réunions officielles de l'OIT sont disponibles sur les pages Web des réunions concernées:

[Conférence internationale du Travail](#)

[Réunions régionales](#)

[Réunions sectorielles](#)

13. Les publications périodiques suivantes sont parues ou sont sous presse, dans les langues indiquées, depuis la 347^e session (mars 2023) du Conseil d'administration:

Revue internationale du travail, vol. 162 (2023), n^{os} 1 à 4 (anglais et français), et vol. 142 (2023), n^{os} 1 à 4 (espagnol).

Journal international de recherche sur le travail, vol. 12, n^o 1-2 (2023). *Un nouveau contrat social: réaliser la justice sociale à une époque de changements accélérés* (anglais, français et espagnol).

14. Les ouvrages en anglais, en français et en espagnol ci-après ont été publiés à la vente, ou sont sous presse, depuis la 347^e session (mars 2023) du Conseil d'administration.

Anglais

A review of wage setting through collective bargaining

Safety and health in construction. ILO code of practice (revised edition)

World Employment and Social Outlook: Trends 2024

Français

Sécurité et santé dans la construction, Recueil de directives pratiques du BIT (édition révisée)

Vers des entreprises écologiques: Transformer les processus et les lieux de travail

Emploi et questions sociales dans le monde 2023: La valeur du travail essentiel

Emploi et questions sociales dans le monde: Tendances 2023

Espagnol

Seguridad y salud en la construcción. Repertorio de recomendaciones prácticas de la OIT (edición revisada)

La ecologización de las empresas: Transformar los procesos y los lugares de trabajo

Perspectivas Sociales y del Empleo en el Mundo 2023: El valor del trabajo esencial

Perspectivas Sociales y del Empleo en el Mundo: Tendencias 2023

15. Un rapport phare a été publié dans les langues suivantes en plus des trois langues de travail de l'OIT:

Rapport mondial sur les salaires 2022-23: L'impact de l'inflation et du COVID-19 sur les salaires et le pouvoir d'achat (arabe, chinois et portugais).

16. D'autres publications gratuites peuvent être consultées sur les pages Web des départements techniques et des bureaux extérieurs (dans les langues officielles et dans d'autres langues).

Accords de licence passés avec des éditeurs et des distributeurs commerciaux ou à but non lucratif

17. Afin d'accroître l'impact des produits du savoir de l'OIT et d'atteindre un public diversifié partout dans le monde, l'Unité de gestion de la production et de l'édition des publications (PRODOC) collabore étroitement avec des éditeurs et des partenaires extérieurs pour faire paraître des traductions, des coéditions et d'autres éditions sous licence. Ces ouvrages sont publiés sous forme papier et/ou électronique, à des fins à la fois commerciales et de distribution gratuite.
18. Les accords de licence ci-après ont été conclus depuis la 347^e session (mars 2023) du Conseil d'administration.

Titre	Éditeur/organisme
Traductions	
Rapports phare de l'OIT	
<i>World Employment and Social Outlook: Trends 2023</i> (en chinois)	Economic Science Press, China
<i>World Employment and Social Outlook 2023: The value of essential work</i> (en chinois)	" "
<i>Global Wage Report 2022-23: The impact of inflation and COVID-19 on wages and purchasing power</i> (en chinois)	" "
<i>World Employment and Social Outlook: Trends 2023</i> (en japonais)	Ittosha Incorporated, Japan
<i>Global Wage Report 2022-23: The impact of inflation and COVID-19 on wages and purchasing power</i> (en japonais)	" "
Guides, manuels et autres publications	
<i>A safe and healthy working environment is a fundamental principle and right at work</i> (en arabe)	Arab Institute for Occupational Safety and Health, République arabe syrienne
<i>Collecting data and measuring key performance indicators on occupational safety and health intervention</i> (en arabe)	" "
<i>Implementing a safe and healthy working environment</i> (en arabe)	" "

Titre	Éditeur/organisme
<i>The Fundamental Conventions on Occupational Safety and Health. An overview of the Occupational Safety and Health Convention, 1981 (No. 155) and the Promotional Framework for Occupational Safety and Health Convention, 2006 (No. 187)</i> (en arabe)	" "
<i>Working time and work-life balance around the world</i> (en arabe)	" "
<i>Guidelines for the use of the ILO International Classification Japan of Radiographs of Pneumoconioses</i> (en japonais)	Japan Society for Occupational Health (JSOH)
<i>Advancing the 2030 agenda through the social and solidarity economy</i> (en coréen)	Korea Social Enterprise Promotion Agency (KoSEA), République de Corée
<i>Financial mechanisms for innovative social and solidarity economy ecosystems</i> (en coréen)	" "
<i>Platform labour in search of value</i> (en coréen)	" "
<i>Statistics on cooperatives: Concepts, classification, work and economic contribution measurement</i> (en coréen)	" "
<i>The contribution of the social and solidarity economy and social finance to the future of work</i> (en coréen)	" "
<i>Use of statistics on cooperatives in national policy making</i> (en coréen)	" "
<i>The Fundamental Conventions on Occupational Safety and Health (CIOP)</i> (en polonais)	Central Institute for Labour Protection, Pologne
<i>An overview of the Occupational Safety and Health Convention, 1981 (No. 155) and the Promotional Framework for Occupational Safety and Health Convention, 2006 (No. 187)</i> (en polonais)	" "
<i>La libertad sindical: Recopilación de decisiones y principios del Comité de Libertad Sindical (Sexta edición, 2018)</i> (en portugais)	Ministério Público do Trabalho, Portugal
<i>The Fundamental Conventions on Occupational Safety and Health: An overview of the Occupational Safety and Health Convention, 1981 (No. 155) and the Promotional Framework for Occupational Safety and Health</i>	E Com Você, Brésil

Titre	Éditeur/organisme
<i>Convention, 2006 (No. 187)</i> (en portugais)	
<i>Inclusion of lesbian, gay, bisexual, transgender, intersex and queer (LGBTIQ+) persons in the world of work</i> (en turc)	KOAS GL, Turquie
Réimpressions	
<i>Making Universal Protection a Reality</i> (MOOC cours en ligne) (adaptation et reproduction)	UNICEF Social Policy Sri Lanka, Sri Lanka
Coéditions	
Les ouvrages ci-après ont été publiés en collaboration avec des partenaires externes. Ils sont diffusés à la fois via les chaînes de distribution du BIT et via celles de ces partenaires:	
<i>Making and breaking gender inequalities in work</i> (en anglais)	Edward Elgar Publishing Ltd., Royaume-Uni
<i>Addressing informality in the MENA region in times of shocks</i> (en anglais)	Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), France
<i>The impact of active labour market programmes on youth: An updated systematic review and meta-analysis</i> (en anglais)	Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale, États-Unis
<i>Investments in childcare for gender equality in Asia and the Pacific</i> (en anglais)	Banque asiatique de développement, Philippines
<i>Where women work in Asia and the Pacific</i> (en anglais)	" "
<i>Labor Migration in Asia: Changing profiles and processes in labor migration in Asia</i> (en anglais)	Asian Development Bank Institute, Japan
<i>Les NEET en chiffres. Faciliter la transition vers l'emploi</i> (en français)	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Tunisie
<i>Towards an inclusive, equitable and sustainable national pension system in Iraq</i> (en anglais)	Fonds monétaire international, États-Unis

19. Le BIT diffuse aussi ses produits du savoir sous licence par l'intermédiaire de plusieurs plateformes numériques de distribution et agrégateurs électroniques.

► **Projet de décision**

20. Le Conseil d'administration:

- a) prend note des informations contenues dans le document GB.350/INS/17;**
- b) ayant pris note, à sa 349^e session, de la nomination de M^{me} Ana Virginia Moreira Gomes en tant que Sous-directrice générale et directrice du Bureau régional de l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes (voir [GB.349/INS/18/3](#)), il invite M^{me} Moreira Gomes à faire et à signer la déclaration de loyauté prévue à l'article 1.4, alinéa *b*), du Statut du personnel du BIT.**